

Brexit : l'idée d'un second référendum progresse

L'hypothèse d'un nouveau vote fait désormais l'objet de discussions discrètes au sein même du gouvernement

LONDRES - correspondant

Longtemps considérée comme utopique, l'hypothèse d'un second référendum sur la question du Brexit gagne du terrain pour sortir le Royaume-Uni de l'impasse politique où le pays est enfermé. «*L'une des choses considérées aujourd'hui comme impossibles va devoir arriver*», a résumé Jason Groves, chef du service politique du *Daily Mail*, dimanche 16 décembre à la BBC.

Lundi, Theresa May a reporté le vote du Parlement sur l'accord de Brexit négocié avec l'Union européenne qu'elle allait perdre. Mercredi, elle a résisté à une motion de défiance de son parti, puis est rentrée humiliée, vendredi, de Bruxelles où les Vingt-Sept lui ont refusé les ultimes concessions qu'elle réclamait pour obtenir un vote des députés. Au terme de cette semaine folle, le paysage s'est paradoxalement simplifié.

Le «*deal*» conclu avec Bruxelles ne réunit aucune majorité à Westminster. L'hypothèse d'un «*no deal*», un vide juridique catastrophique pour l'économie, serait aussi rejetée par les députés. Reste celle d'un second référendum qui se trouve désormais au centre de tous les débats mais que ni le gouvernement ni l'opposition ne prônent, au moins pour l'instant.

Pour que le peuple tranche le dilemme que les députés ne parviennent pas à résoudre, il faudrait que ces derniers votent une loi appelant à ce nouveau vote. Dimanche, le *Sunday Times* a révélé que deux proches de Theresa May, son adjoint David Lidington, et

son directeur de cabinet, Gavin Barwell, tous deux anti-Brexit, sondaient secrètement les élus, Labour compris, dans le but de constituer une coalition favorable à un nouveau vote. Ils ne croient pas, surtout après la rebuffade de Bruxelles, que la première minist-

Le « deal » conclu par Theresa May avec Bruxelles ne réunit aucune majorité à Westminster

tre puisse faire voter son «*deal*» par les députés d'ici au 21 janvier 2019 comme elle l'a promis.

Tous deux ont démenti vigoureusement ces travaux d'approche. M. Lidington a estimé qu'un second référendum porterait atteinte «*à la confiance déjà fragile de l'opinion en nos institutions démocratiques*». Mais plusieurs sources confirment ces discussions discrètes sur un second référendum. Un groupe de cinq autres ministres du gouvernement May est arrivé à la même conclusion.

Un troisième choix

La première étape de leur plan consisterait à obtenir l'organisation au Parlement d'un vote indicatif qui permettrait aux députés de s'exprimer librement sur les options possibles : l'accord négocié par M^{me} May ou un «*no deal*». Les ministres en question espèrent que les députés, appelés à organiser le vote, ajouteraient un troisième choix possible – le se-

cond référendum qui pourrait obtenir le meilleur score.

Le fossé se creuse au gouvernement entre ses membres qui envisagent l'hypothèse d'un second vote sur le Brexit et ceux qui, à l'instar du ministre des affaires étrangères, Jeremy Hunt, militent désormais ouvertement pour un «*no deal*» apte à déclencher un choc économique favorable à une nouvelle révolution thatchérienne ultralibérale.

Pour l'heure, Theresa May exclut avec la plus grande vigueur l'éventualité d'un nouveau référendum. Dans un discours, lundi, elle doit mettre en garde les parlementaires contre les «*dégâts irréparables pour l'intégrité de [la] vie politique*» que ferait courir un vote populaire. Samedi, elle a qualifié la plaidoirie de l'ancien premier ministre, Tony Blair, en faveur de cette option d'«*insulte à la fonction qu'il a autrefois occupée et au peuple qu'il a servi*».

M. Blair compare les deux ans et demi passés depuis le référendum de 2016 à des fiançailles qui peuvent être rompues après une meilleure connaissance réciproque. Rejouer le référendum provoquerait-il une révolte populaire ? «*Nous sommes déjà divisés*

et beaucoup de gens sont en colère», répond l'ancien dirigeant.

Quant au chef du Labour, Jeremy Corbyn, il prône un Brexit «*favorable à l'emploi*» qu'il se fait fort d'obtenir après d'improbables nouvelles élections. M. Corbyn résiste aux pressions de sa base en faveur d'un deuxième vote, préférant attendre un échec de Theresa May lors d'un vote parlementaire

sur l'accord Brexit – qu'il qualifie de «*mort-né*» – pour déposer une motion de défiance contre elle. Exaspérées par cet attentisme, des personnalités Labour pro-européennes, dont le député Chuka Umunna, militent de leur côté pour un second référendum.

«*Les chances d'un nouveau vote augmentent de jour en jour, non pas parce que c'est le choix d'une majorité de députés, mais parce que toutes les autres options apparaissent de moins en moins probables*», estime Peter Kellner, ancien patron de l'institut de sondage YouGov. Selon les dernières enquêtes, 45 % des Britanniques souhaitent un second référendum, 35 % y sont opposés et 20 % sans opinion. Si la question de 2016 leur était reposée, 55 % voteraient pour rester («*remain*» : 48,1 % en 2016).

Indépendamment de son sens politique, l'organisation d'un nouveau vote déclencherait un vif débat sur la nature de la question posée. Selon YouGov, le «*Remain*» gagnerait à 62 % contre le *deal* de M^{me} May mais moins largement si l'hypothèse du «*no deal*» était introduite.

Quant au calendrier – vingt-deux semaines entre la décision de l'organiser et le vote –, il laisse envisager un référendum à la fin de mai 2019. Cela supposerait non seulement de repousser la date du 29 mars prévue pour le Brexit, mais aussi de maintenir les européennes de la fin mai 2019... au Royaume-Uni. Pas plus que le Brexit, le référendum qui permettrait – peut-être – d'en sortir ne serait une promenade de santé. ■

PHILIPPE BERNARD